

TADAFOR

Programme d'Appui à la Participation Citoyenne – Composante 2

Rapport d'activités :

Assise de la participation citoyenne – Commune de Larache

Décembre 2022

Région : Tanger- Tétouan- Al Hoceima

Commune : Larache

Date de réalisation : 07 et 08 octobre 2022

Nombre de personnes présentes par catégories :

Catégories	Hommes	Femmes	Total
Elu.e.s	0	1	1
Fonctionnaires	4	4	8
IIECAG	3	2	5
Autres OSC	0	5	5
Total	7	12	19
Ratio H/F	37%	63%	100%

Analyse des différents outils :

Outils	Etat de lieux	Besoins prioritaires
Plan d'action communal	<ul style="list-style-type: none"> Processus commencé en février 2022 avec un diagnostic participatif et mise en place d'un comité au niveau de la commune avec une approche participative ; Diagnostic réalisé avec les associations, les jeunes, les femmes, les acteurs économiques et la diaspora de Larache, les services externes, les élu.e.s. Rencontre avec près de 200 personnes via 10 ateliers où les participant.e.s ont émis des propositions. Production d'un rapport synthétique des travaux ; Suite de l'élaboration du PAC assurée par un bureau d'étude pour souligner les priorités, veiller à trouver des convergences entre les politiques générales et les besoins des citoyen.ne.s et proposer des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> Formation en méthodologie de montage du PAC et en processus consultatif ; Accompagnement dans la reformulation des projets inclus dans le PAC ; Sensibiliser et communiquer sur les attributions de la commune telles que stipulées dans la lois organique 113-14 ; Rétablir les liens de confiance entre la commune et les citoyen.ne.s au travers de la transparence et de l'information pour garantir une bonne implication des citoyen.ne.s et des OSC en tant que force de proposition dans le chantier de l'élaboration du PAC ; Restaurer la confiance avec les OSC à travers le renforcement des rencontres directes entre la commune et les OSC ; Renforcer l'appui orienté aux associations pour des actions de

		<p>plaidoyer et les compétences des OSC en termes de techniques et outils de plaidoyer.</p>
IEECAG	<ul style="list-style-type: none"> • Existence depuis février 2022 suite à un appel à candidature lancé par la commune, auquel les associations ont répondu au travers un formulaire renseigné ; • Sélection des membres effectué par la commune, suivie par une prise de contact avec les membres choisis ; • Rôle consultatif de l'instance auprès du conseil communal au travers des recherches et diagnostics sur le terrain pour déterminer les besoins des citoyen.ne.s et les sujets sur lesquels elle peut fournir des avis consultatifs ; • Contribution de l'instance à la préparation du PAC en tant qu'instance consultative ; • Importance que l'IEECAG joue son rôle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Restauration de la confiance entre les élu.e.s et les membres de l'IEECAG ; • Organisation de rencontres entre les élu.e.s et l'instance ; • Renforcement de capacités des élu.e.s et des membres de l'IEECAG (rôle et attributions des IEECAG, méthodologie de travail de l'instance, lien fonctionnel avec les élu.e.s, cadre législatif ...) ; • Renforcement les capacités des membres de l'instance sur l'élaboration de l'avis consultatif et le plaidoyer.
Autres instances (conseil de l'enfant et des jeunes)	<ul style="list-style-type: none"> • Actuellement non. • En 2016, mise en place d'un du conseil des jeunes et de l'enfant avec une délégation élue par un représentant de chaque école. Après la constitution des bureaux, les dynamiques se sont arrêtées par manque d'accompagnement sur leurs rôles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place par la commune de modalités claires pour l'adhésion aux différentes instances ; • Opérationnalisation du règlement intérieur de la commune régissant le travail des deux instances (conseils des jeunes et conseil de l'enfant) ; • Activer la dynamique des deux instances au travers la mises en place des mécanismes et outils appropriés ; • Accompagnement continue des instances à travers la mise en place d'un secrétariat composé de fonctionnaires de la commune permanents dédiés aux instances et aux affaires de la participation citoyenne ; • Sensibilisation et communication sur l'intérêt et le rôle des deux instances.
Usage du numérique	<p>Quelques plateformes numériques à usage administratif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - www.watiga.ma ; - www.chafafiya.ma ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Communication sur l'existence du site de la commune qui reflète toutes les informations concernant le travail de la commune mais qui

	<ul style="list-style-type: none"> - www.chikaya.ma ; - www.rokhas.ma ; <p>La commune dispose aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Site de la commune www.larache.pnct.ma/ (site web type de la DGCT) ; • Page facebook de la commune. 	<p>n'est pas connu, ni fréquenté par les citoyens ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités dans le domaine de la transformation digitale ; • Communication sur l'intérêt et le rôle de l'usage numérique dans la commune.
Pétitions	<p>Sept pétitions remises dans la commune :</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) Pétition sur l'environnement - 2021 - Association Alkasbah – Pétition refusée pour non-respect de la forme ; (2) Pétition sur la transformation de l'ancienne gare routière à un espace public (bibliothèque), - 2021 - Association Araiche Almoustakbal – Pétition refusée pour non-respect de la forme ; (3) Pétition sur l'opérationnalisation du conseil des jeunes de Larache et renouvellement de ses organes -2021 - l'association des jeunes démocrates – Pétition refusée pour non-respect de la forme ; (4) Pétition sur la mise en place d'un sanctuaire des chiens et animaux errants - 2021 - l'association des jeunes démocrates – Pétition refusée pour non-respect de la forme ; (5) Pétition sur la préservation du droit aux espaces publics intégrant les droits humains au sein de la ville - 2021 - l'association pour les droits de l'homme – Pétition refusée pour non-respect de la forme ; (6) Pétition pour la filtration des eaux usées domestiques et industrielles - 2021 - l'association du militantisme vert – Pétition refusée pour non-respect de la forme ; (7) Pétition sur la fixation des caméras de surveillance dans les quartiers populaires de la ville - en 2021 - Association Mawadda – Pétition acceptée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'appui aux associations orienté vers les techniques et outils de plaidoyer ; • Constitution d'une cellule compétente en termes de traitement et d'usage des pétitions au sein du conseil de la commune ; • Encadrement juridique dans le domaine des pétitions ; • Révision du cadre normatif régissant la gestion des pétitions dans la commune ; • Sensibilisation et conscientisation des acteurs sur l'intérêt et le rôle des pétitions ; • Communication sur l'existence de l'outil des pétitions et son rôle au travers les panneaux publicitaires dans la ville.
Budget participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Pas encore existant dans la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'un comité consultatif spécifique au budget participatif ; • Renforcement de la sensibilisation et de la communication sur l'intérêt du budget participatif et

		renforcement des capacités des OSC et communes sur l'approche à adopter pour son montage et sa mise en œuvre.
Autres dynamiques	<ul style="list-style-type: none"> Nécessité de mise en place des mécanismes permettant de réactiver et redynamiser la salle de citoyenneté - louée et aménagée par l'association ADELMA dans la commune de Larache et dont l'objectif est de servir aux activités des quartiers (sensibilisation, des activités avec les jeunes du quartier et autres) et activité faite dans le cadre de partenariat avec le conseil de la commune. La salle n'est plus opérationnelle depuis la clôture de l'appui d'ADELMA. 	

Forces, défis et solutions :

Forces
<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un tissu associatif relativement sensibilisé à la question de la participation citoyenne, un renforcement effectué dans le cadre de plusieurs programmes et initiatives d'empowerment mise en œuvre par d'autres bailleurs de fond dont l'objectif est la sensibilisation sur la thématique de la participation citoyenne ; Disposition de la commune d'une page Facebook très animée ; Approche participative dans la préparation du PAC ; Existence de l'IEECAG dont les membres sont motivé.e.s pour travailler.

Défis	Solutions
<ul style="list-style-type: none"> L'instance doit fournir plus d'efforts pour éviter un mandat sans activité comme le mandat précédent. 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagnement de l'instance par le biais d'un plan d'action annuel, appuyé et suivi régulièrement.
<ul style="list-style-type: none"> Perte de confiance dans les mécanismes de participation citoyenne par les citoyen.ne.s et les OSC. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des OSC est pour assurer leur engagement effectif dans le processus de participation citoyenne ; Rétablir la confiance au sujet de la participation citoyenne entre la société civile et la commune pour qu'elle soit un allié à la commune.
<ul style="list-style-type: none"> Absence d'un secrétariat qui peut assurer l'accompagnement, l'archivage et la passation des dossiers entre les différents mandats et permettre la consolidation des initiatives en participation citoyenne et assurer un bon transfert entre différents mandats. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des fonctionnaires sur la thématique de démocratie participative dans le but d'assurer la pérennité et la durabilité des processus mis en place d'un mandat à un autre.
<ul style="list-style-type: none"> Disparité en termes de niveau d'information et de conscientisation du conseil de la commune, des fonctionnaires, OSC, IEECAG quant à la participation citoyenne et ses mécanismes. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités (rôle, attributions des IEECAG, attributions du conseil de la commune, rôle des citoyen.ne.s et OSC dans le processus de participation citoyenne, méthodologie de travail de l'instance, lien fonctionnel avec les élu.e.s, cadre ...) ; Organisation d'ateliers de sensibilisation pour les acteurs de la participation citoyenne pour avoir le même niveau d'information, de savoir et de savoir-faire du en termes de participation citoyenne et connaître les enjeux et limites des autres acteurs afin d'assurer la complémentarité.

<ul style="list-style-type: none">• Manque d'implication et de participation des élu.e.s dans le processus de participation citoyenne.	<ul style="list-style-type: none">• Conscientisation des élu.e.s à la plus-value de la participation citoyenne ;• Renforcement des capacités de plaidoyer dans le processus de participation citoyenne pour les OSC pour représenter toutes les catégories de la population.
--	---

Leçons apprises :

- La convergence des visions et des stratégies des acteurs de la participation citoyenne - conseil de la commune, fonctionnaires, OSC, instances, est la clé pour que tout le monde se trouve dans ce processus ;
- Le renforcement des capacités des fonctionnaires, des élu.e.s et des membres de l'instance est un axe garantissant la pérennisation des processus des participation citoyenne ;
- La transparence, l'information pertinente et la reddition des comptes sont les voies pour rétablir la confiance des citoyens.
